



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
18 mai 2004

Français
Original: Espagnol

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Treizième session

Vienne, 11-20 mai 2004

Point 5 de l'ordre du jour

Coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité transnationale

Chili, Colombie, Équateur, Guatemala et Pérou: projet de résolution révisé

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après:

“Intensification de la coopération internationale et de l'assistance technique en vue de combattre le blanchiment d'argent”

Le Conseil économique et social,

Ayant à l'esprit la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988¹, la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme², la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée³ et la Convention des Nations Unies contre la corruption⁴,

Tenant compte des activités du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), en particulier de ses 40 recommandations et 8 recommandations spéciales sur le financement du terrorisme et des recommandations des organismes régionaux similaires, tel le Groupe Egmont des cellules de renseignements financiers,

Considérant que l'action multilatérale contre le phénomène mondial contemporain de la criminalité transnationale organisée et ses activités illicites, en particulier le trafic de drogues, le trafic d'armes et la traite d'êtres humains, le

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627.

² Résolution 54/107 de l'Assemblée générale, annexe.

³ Résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I.

⁴ Résolution 58/4 de l'Assemblée générale, annexe.



blanchiment d'argent, la corruption et le financement du terrorisme, est importante et nécessite un partage des responsabilités et une action coordonnée de la part des États pour parvenir à une plus grande cohérence, conformément aux instruments multilatéraux pertinents,

Reconnaissant que le blanchiment du produit du crime s'est propagé sur le plan international et constitue désormais au niveau mondial une menace pour la stabilité et la sécurité des systèmes financiers et économiques, ainsi que pour les structures gouvernementales, et exige de la part de la communauté internationale des mesures communes pour remédier aux problèmes découlant de la criminalité organisée et du produit du crime,

Soulignant la nécessité d'une harmonisation suffisante de la législation des États pour atteindre un degré suffisant de coordination des mesures prises en matière de prévention, de contrôle, d'investigation et de répression du blanchiment d'argent, notamment du blanchiment d'argent lié au financement du terrorisme et d'autres activités criminelles,

Reconnaissant qu'une action efficace contre le blanchiment d'argent exige une coopération internationale intensifiée et l'utilisation de systèmes facilitant la collaboration et l'échange d'informations entre les autorités compétentes des États concernés,

Reconnaissant également la nécessité stratégique, pour les États, de disposer d'une infrastructure adaptée pour effectuer des analyses et des enquêtes financières en vue de combattre, de manière coordonnée, le blanchiment d'argent et le financement de la criminalité transnationale organisée et du terrorisme, en recourant à des stratégies nationales, régionales et internationales,

Reconnaissant en outre l'action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier par le Programme mondial contre le blanchiment de l'argent, en tant que centre de coordination et de fourniture d'une assistance technique en la matière,

Rappelant qu'il importe d'établir des plans ou des stratégies nationaux de lutte contre le blanchiment du produit du crime,

1. *Prie instamment* les États Membres qui ne l'ont pas encore fait de renforcer leurs capacités en vue de prévenir, de contrôler, de poursuivre et de réprimer les infractions graves se rattachant au blanchiment d'argent, notamment au blanchiment d'argent lié au financement du terrorisme et, de manière générale, tout acte délictueux lié à la criminalité transnationale organisée;

2. *Prie également instamment* les États Membres qui ne l'ont pas encore fait de mettre en place des services de renseignement financier ou de renforcer ceux qui existent déjà et de les doter des ressources administratives, juridiques et techniques voulues pour qu'ils puissent mener à bien leurs activités et être mieux à même de prévenir, de détecter et de réprimer le blanchiment d'argent, notamment le blanchiment d'argent lié au financement du terrorisme;

3. *Recommande* aux États Membres de tenir des consultations avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les autres organismes compétents lors de l'élaboration d'une législation contre le blanchiment d'argent, pour que cette

dernière soit conforme aux instruments internationaux et normes pertinentes applicables;

4. *Demande* à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de poursuivre son action pour lutter contre le blanchiment d'argent, sous réserve que des ressources extrabudgétaires soient disponibles, en coopération avec les organisations régionales et internationales pertinentes participant aux activités visant à donner effet aux instruments internationaux et normes pertinentes applicables de lutte contre le blanchiment d'argent, en fournissant aux États Membres, lorsqu'ils en font la demande, une formation, une aide consultative et une assistance technique à long terme, ayant à l'esprit, entre autres, les 40 recommandations et les 8 recommandations spéciales concernant le financement du terrorisme du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) et l'action d'organismes régionaux analogues;

5. *Encourage* les États Membres et les organisations internationales pertinentes à contribuer à la mobilisation de ressources pour renforcer les capacités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en matière de fourniture d'assistance technique.
